



## **Hausse des frais de scolarité : C'est ça le projet de société des jeunes libéraux?**

**QUEBEC, le 2 août 2008 - La Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (Cadeul), le Students' Society of McGill University (SSMU) et le Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) dénoncent vigoureusement la proposition de l'exécutif de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec d'hausser de manière vertigineuse les frais de scolarité au niveau de la moyenne canadienne, soit une hausse de 4000 \$ par année.**

"L'ancien chef du PLQ, Jean Lesage, doit se retourner dans sa tombe! Ces jeunes libéraux ne s'inspirent pas de leurs prédécesseurs de la Révolution tranquille mais plutôt des doctrines qui ont mené plusieurs pays à la crise. Il s'agit d'une attaque pure et simple contre la solidarité et l'égalité des chances", de déclarer le président de la Cadeul, Simon Bérubé.

"Nous avons déjà des étudiants qui travaillaient une session pour s'en payer une, demain, ils devront en travailler trois pour le faire!" renchérit Christelle Lison, la présidente du REMDUS.

Dans sa lettre ouverte publiée vendredi, François Beaudry s'inquiète du fait que notre génération "sera sacrifiée pour subvenir à celle qui nous a précédés (sic)". La CADEUL, le SSMU et le REMDUS se demandent comment le fait de tripler les frais de scolarité aidera notre génération à relever les défis du futur. "C'est plutôt un fardeau supplémentaire que l'on veut imposer aux jeunes d'aujourd'hui, qui auront aussi à payer pour le vieillissement de la population", de rétorquer M. Bérubé.

"C'est par un accès accru aux études que notre société pourra répondre aux défis de la mondialisation et fournir une main d'œuvre qualifiée aux entreprises, alors que le Québec doit d'être un leader mondial dans l'économie du savoir", soutient, de son côté, le vice-président aux Affaires externes de SSMU, Devin Alfaro.

La CADEUL, le SSMU et le REMDUS rejettent également l'idée d'hausser les frais différenciés pour les jeunes qui étudient dans les programmes où les salaires sont en moyenne très élevés. "On sait que ce genre de réforme crée des problèmes d'accessibilité pour les jeunes provenant de familles des classes moyenne et modeste" souligne Mme Lison. C'est d'ailleurs ce qui a été constaté en Ontario, où cette politique est appliquée depuis quelques années.

De plus, la CADEUL, le SSMU et le REMDUS ne voient pas d'un bon œil l'implantation d'un impôt postuniversitaire (IPU). Ils croient que cela constituerait un dangereux précédent pour le Québec et coûterait une fortune à l'État. "L'impôt québécois ne serait plus un impôt sur le revenu mais une taxe sur le statut", s'inquiète M. Alfaro. Si M. Beaudry évoque un "stress" financier pour l'État au début de l'implantation d'un tel programme, nos études démontrent qu'il s'agirait de sommes faramineuses que les contribuables devraient déboursier sans voir l'ombre d'une amélioration dans la situation financière des universités et la qualité de l'enseignement et de la recherche. "Les universités ont besoin d'argent pour engager des nouveaux professeurs, pas pour financer un programme complexe et coûteux", ajoute Simon Bérubé.

Les étudiants de premier cycle des universités Laval et McGill et ceux de cycles supérieurs de l'université de Sherbrooke invitent tous les acteurs politiques à faire preuve de plus d'originalité dans la recherche de solutions pour le financement du réseau postsecondaire. "Nous ne resterons pas les bras croisés pendant que M. Beaudry et son entourage s'amuse à saccager un système d'éducation qui fait office de modèle en Amérique du Nord", lance M. Bérubé.

Au total, la CADEUL (28 000 membres), le SSMU (20 000 membres) et le REMDUS (5000 membres) représentent 53 000 étudiants universitaires au Québec.